



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réunion des ministres de l'intérieur

Question au Gouvernement n° 1851

Texte de la question

RÉUNION DES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR DU G7

M. le président. La parole est à M. Rémy Rebeyrotte.

M. Rémy Rebeyrotte. Ma question s'adresse au ministre de l'intérieur, mais auparavant, nous tenons à nous associer à l'hommage rendu en début de séance au docteur Laycuras et à tous ceux qui combattent au quotidien, ici et par le monde, les groupes terroristes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir.*)

Monsieur le ministre de l'intérieur, demain, vous accueillerez, à Paris, une réunion particulièrement importante des ministres de l'intérieur français, canadien, américain, britannique, italien, allemand et japonais. Des sujets majeurs sont à l'ordre du jour : la lutte contre le terrorisme, contre la propagation des discours haineux et de radicalisation sur internet, contre l'immigration illégale et les trafics d'êtres humains, pour une meilleure coordination des politiques migratoires. Autant de défis auxquels nous faisons face et que nous continuons à relever.

En France, nous avons pris la mesure de ces enjeux. À ce titre, le budget 2019 témoigne d'objectifs ambitieux : 1,2 milliard d'euros sont affectés au budget « Immigration et asile », soit une hausse de 82 millions par rapport à l'an dernier.

Les moyens sont renforcés pour notre sécurité intérieure, notamment pour nos services de renseignement dont l'action est déterminante pour prévenir les actes terroristes. Ce sont ainsi 1900 postes qui seront créés pour renforcer les services en question, avec un plan d'investissement de 22,5 millions en faveur de la DGSI – direction générale de la sécurité intérieure – et des services de renseignement.

Mais ce n'est pas suffisant : nous le voyons tous les jours, les défis auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être résolus par une action unilatérale. La menace terroriste n'a pas de frontières, elle concerne tous les peuples, et nous devons y apporter une réponse collective.

La lutte contre la propagation des contenus haineux et de radicalisation sur internet doit être renforcée. Ainsi, une proposition de loi portée par ma collègue Laetitia Avia sera prochainement examinée par notre assemblée. Nous devons amener les géants du numérique à prendre leurs responsabilités.

Monsieur le ministre, à l'aube de ce sommet du G7, qu'attendez-vous des discussions que vous allez engager avec vos partenaires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Ce rassemblement de ministres, le premier dans le cadre du G7 dont la France assure la présidence, nous permettra de porter un message politique puissant : celui du multilatéralisme, défendu par Emmanuel Macron dans le cadre de ses échanges internationaux.

Nous savons tous qu'aucun pays ne peut aborder seul les enjeux actuels de notre sécurité, ceux de la lutte contre le terrorisme et contre la propagation des contenus haineux sur internet. Vous avez évoqué l'attentat perpétré à Christchurch. Nous avons tous en tête ces images épouvantables – onze minutes d'une violence totale – qui sont restées sur les réseaux sociaux pendant vingt-neuf minutes. Elles ont fait l'objet de millions de copies et d'une diffusion absolument insupportable.

Oui, nous devons agir et nous devons le faire à l'échelle internationale. Il y a plusieurs écoles : celle de la discussion, celle du pragmatisme, celle qui consiste à penser que les opérateurs eux-mêmes pourraient réguler le système. Et il y a ceux – comme vous, je le sais – qui travaillent sous l'autorité de votre collègue Laetitia Avia à une proposition de loi.

Jeudi soir, je réunirai, avec l'ensemble de mes homologues du G7, des représentants des GAFA, de Google, de Twitter, de Facebook, de Microsoft, pour leur faire entendre la voix de la raison. Ce qui s'est passé est absolument insupportable.

Mais nous devons aller plus loin sur d'autres sujets, notamment sur la question migratoire. Je connais nos différences, mais nous avons un combat en commun et nous allons le mener ensemble : la lutte contre les filières de passeurs, qui aujourd'hui représentent 7 milliards d'euros et qui causent tant de morts. Nous devons agir sur ces sujets.

Et puis, j'ai souhaité inscrire la criminalité environnementale au cœur de nos discussions, parce que, là encore, c'est un sujet que nous considérons souvent par le petit bout de la lorgnette, alors que la fraude représente entre 110 et 280 milliards d'euros.

M. Aurélien Pradié. Ça manque d'ambiance !

M. Christophe Castaner, ministre . Voilà les grands sujets sur lesquels nous allons nous rassembler et sur lesquels nous devons avancer tous ensemble. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Rémy Rebeyrotte](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1851

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 avril 2019](#)